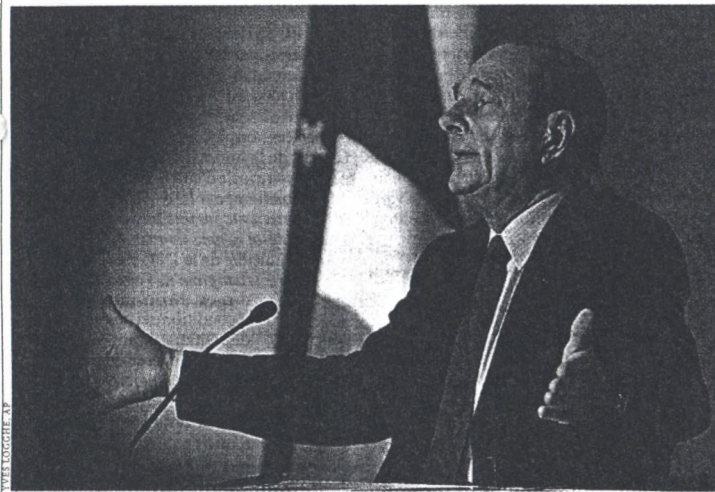


# Sommet européen à Bruxelles Jacques Chirac jette un froid à l'Est

La charge du Président sur les pays candidats à l'UE a provoqué un tollé hier chez les intéressés.



Jacques Chirac, lundi face à la presse, a accusé les candidats à l'UE d'avoir «été pas très bien élevés».

Bruxelles (UE)  
envoyés spéciaux

Les Quinze ont à peine réussi à apaiser leurs différends sur l'Irak que Jacques Chirac a ouvert une nouvelle faille, cette fois entre l'Union européenne et les ex-pays communistes appelés à entrer bientôt dans le club. La violente charge du chef de l'Etat français, lundi soir, contre les anciens satellites de Moscou, accusés d'avoir «été à la fois pas très bien élevés et un peu incons-

seconde journée du sommet informel sur l'Irak. Malgré l'insistance de Londres, ces pays n'ont pas été invités à siéger lundi avec les Quinze, l'Allemagne et la France ayant refusé. Les Treize n'ont donc eu droit, hier, qu'à une «informa-

«L'Union n'est pas le pacte de Varsovie. Ces pays ont leurs opinions et doivent les exprimer.»  
Chris Patten, chargé des Relations extérieures

tion» sur le compromis trouvé la veille au sein de l'Union. Fâchés, la Pologne et les trois pays baltes n'ont daigné envoyer que leur ministre des Affaires étrangères, au lieu de leur chef de gouvernement. Bien leur en a pris, car Chirac a saisi cette occasion pour régler ses comptes avec tous ces pays qui «ont manqué une occasion de se taire» en affichant leur solidarité avec Washington.

**Infinis regrets.** La Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont cosigné (avec la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Danemark, l'Italie et le Portugal) la fameuse «lettre des Huit». Quelques jours plus tard, les Dix du «groupe de Vilnius» (dont la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovaquie et les trois baltes) ont fait eux aussi allégeance à l'Amérique. Les menaces de Chirac contre ces «autres» à l'Europe ont évidemment été mal reçues. Ce qu'a dit le Président «n'est pas démocratique». «J'espère qu'il va le regretter. Nous sommes tous Européens et, dans une famille, chacun a le droit d'exprimer ses vues», a déclaré le président roumain, Ion Iliescu. Saïssissant tout de suite le parti à tirer du coup de gueule de Jacques Chirac, Tony Blair a écrit dès hier à ses homologues des Treize pour «regretter infiniment» qu'ils aient été tenus, lundi, à l'écart du sommet. Sur l'Irak, «peut-être les pays candidats n'ont-ils fait que suivre la "méthode française"», a ironisé l'Irlandais Pat Cox, président du Parlement européen. Une pique bien sentie à l'égard de cette «arrogance» qui heurte souvent les «petits» pays. Pour le commissaire européen aux Relations extérieures,



Lever du drapeau de l'Otan par Chris Patten, l'Union «n'est pas le pacte de Varsovie. Ces pays ont leurs opinions et doivent les exprimer». «Tout nouvel arrivant doit s'adapter à nos méthodes, cela prend un certain temps», a dédramatisé le Premier ministre grec, Costas Simitis, actuel président de l'UE, en se félicitant que les Treize se soient alignés hier sur la position commune sur l'Irak définie la veille par les Quinze. **Moment crucial.** Pour le Premier ministre roumain, Adrian Nastase, l'Europe de l'Est a trinqué pour l'Amérique. «Le problème de M. Chirac est avec les Etats-Unis, pas avec la Roumanie et la Bulgarie.» «Jacques Chirac a eu raison, même s'il a tapé un peu fort, estimait au contraire un diplomate chypriote. Le moment est bien crucial: quelle Europe veut-on?» Or, dans cette Europe de 25 ou 28, la «grande puissance» française craint que ses vues sur la marche du monde soient minoritaires. ● N. D. et J. Q.

## Péter Medgyessy, Premier ministre hongrois: «Ses propos sont une erreur»

Bruxelles envoyés spéciaux

Premier ministre hongrois, le socialiste Péter Medgyessy répond en français aux reproches de Jacques Chirac.

Jacques Chirac estime que les pays candidats ont «perdu une occasion de se taire» en se joignant à la «lettre des Huit».

Le président de la République a même ajouté que nous n'étions pas «très bien élevés». Permettez-moi de dire que je me sens trop bien élevé, justement, pour faire des commentaires sur ces déclarations. Je n'oublie pas que la France a toujours appuyé l'élargissement, et le Président a toute ma reconnaissance pour avoir aidé activement à la conclusion des négociations d'adhésion de mon pays. C'est cela que je retiens de la France. Vous savez, après une journée difficile, il peut vous arriver de dire quelques mots qui dépassent votre pensée. Les propos de Jacques Chirac sont une erreur, mais je ne considère pas qu'il s'agisse d'un moment important de l'histoire de la relation franco-hongroise.

**Pas d'incident diplomatique, donc?**  
C'est déjà oublié.

**Comprenez-vous pourquoi la lettre des Huit a été très mal reçue à Paris ou à Berlin?**

Si on s'intéresse au contenu lui-même, il est incontestable. C'est cela qui a compté pour moi lorsque j'ai signifié la lettre: il s'agissait de contribuer à l'émergence d'une position européenne sur l'Irak et de trouver une solution pacifique sur cette question. Je n'ai donc aucun remords. Evidemment, on peut discuter de la forme. Je suis néanmoins persuadé que si cette lettre n'avait pas existé, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement ne seraient sans doute pas parvenus à un accord lors de leur réunion de lundi. La crise que nous avons provoquée a aidé à l'émergence d'un consensus européen, à quinze et maintenant à vingt-cinq. Si on peut avoir l'impression que notre geste a desservi l'unité européenne, finalement il y a contribué.

**N'est-ce pas une lecture un peu trop optimiste?**

Au contraire puisque nous avons progressé sur la définition d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Il ne faut pas perdre de vue qu'à l'avenir il sera beaucoup plus compliqué de parvenir à une position commune, car il faudra se coordonner à vingt-cinq. Il faut trouver de nouvelles formes de concertation qui permettront à la famille européenne de fonctionner dans le respect mutuel. La PESC est une nécessité.

**Avez-vous eu le sentiment que le couple franco-allemand n'avait pas assez consulté ses partenaires?**

L'Europe a besoin du couple franco-allemand. Mais, là, effectivement, Berlin et Paris ont manqué l'occasion d'associer d'autres pays à la recherche d'une solution commune.



Péter Medgyessy: «Vous savez, si je n'avais pas signé cette fameuse lettre, on m'aurait reproché de refuser la solidarité transatlantique.»

**Berlin et Paris auraient du faire un peu plus de diplomatie européenne?**

Oui, j'aimerais bien qu'il en aille ainsi à l'avenir.

**Nous des pays de l'Est ne sommes donc pas un bloc proaméricain?**  
Non. Vous savez, si je n'avais pas signé cette fameuse lettre, on m'aurait reproché de refuser la solidarité transatlantique.

**Autrement dit, cette lettre était un piège?**  
Exactement ●

RECUEILLI PAR NATHALIE DUBOIS ET JEAN QUATREMER

## La désunion de la nouvelle Union Le clash augure mal d'une politique étrangère à 25.

Dominique de Villepin avait promis une «explication» avec les ex-pays de l'Est coupables d'avoir lâché la France et soutenu Washington dans la crise irakienne. Jacques Chirac a préféré leur passer un savon, quitte à creuser davantage le fossé. Aux yeux de ces pays, la sortie du président français à Bruxelles risque fort de confirmer le mépris de Paris à leur égard et surtout ses profondes réticences à les voir rejoindre l'Union européenne.

**Sourde méfiance.** Leurs réactions outrées hier en disent long sur l'effet désastreux des propos de Jacques Chirac, qui n'aurait fait, finalement, qu'exprimer la sourde méfiance de Paris à l'égard des futurs membres de l'Union, bien trop atlantistes pour être de bons Européens. «A l'Est, on avait bien conscience que la France était l'un des pays les plus hostiles à l'élargissement», souligne Jacques Rupnik, chercheur au Ceri (Centre d'études et de recherches internationales). Mais elle se taisait. Aujourd'hui, à la faveur de la crise et de l'engagement proaméricain des ex-pays de l'Est, elle le dit ouvertement.

Un débat avait pourtant lieu d'être, mais autrement posé. Quasiment tous les ex-pays du bloc communiste – les huit invités à rejoindre l'UE en 2004, les deux devant patienter jusqu'en 2007, ceux enfin dont l'adhésion reste hypothétique – ont pris position en faveur des Etats-Unis dans la crise irakienne. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque, les trois seules à être déjà membres de l'Otan, ont signé la «lettre des Huit», ressentie comme un coup de poi-

gnard dans le dos par Paris, qui n'avait même pas été mis au courant. Les autres ont paraphé la «lettre des Dix», célébrant la justesse des positions américaines sur un ton un brin servile. Pour Paris, ces pays, tout à leur loyauté sans bornes à Washington, ont ainsi contribué à briser l'unité européenne, ce qui est bien la preuve de leur désintérêt pour la construction d'une Europe politique et leurs attentes basses matérielles à l'égard de leur adhésion. «L'Europe n'est pas un tiroir-caisse», a averti Dominique de Villepin, la France se présentant comme la dépositaire ultime des valeurs et nobles ambitions

### ANALYSE

de l'Union. Les intéressés s'en défendent, dénonçant un faux procès. «Qui a brisé l'unité? Certainement pas nous, s'indigne un diplomate centre-européen. Les Quinze étaient désunis sur la question irakienne, et c'est eux qui sont venus nous chercher pour signer la "lettre des Huit". A eux de savoir où ils veulent aller.» Dans l'idéal, les ex-pays de l'Est, convaincus que leur avenir passe par l'intégration européenne mais aussi que seuls les Etats-Unis – et à travers eux l'Otan – peuvent garantir leur sécurité, auraient voulu ne pas choisir entre les deux. «A l'Est, on entretenait jusqu'ici volontiers l'ambiguïté, parlant indifféremment des valeurs occidentales ou des valeurs transatlantiques, ou encore de la communauté euroatlantique, comme si entrer dans l'UE et dans l'Otan était finalement les

deux faces d'une même médaille», explique Rupnik. Mais contraints à choisir leur camp alors que le ton s'envenimait entre les Etats-Unis et la «vieille Europe» emmenée par le couple franco-allemand, les futurs membres de l'UE ont opté, sans surprise, pour l'Amérique et la «nouvelle Europe». Sous la domination soviétique durant quarante-cinq ans, ils gardent une profonde gratitude à l'égard des Etats-Unis pour avoir fait plier Moscou. Pétris d'histoire, ils cultivent en revanche le souvenir d'une Europe qui les a plusieurs fois abandonnés à leur sort. Face à la peur de la Russie qui subsiste, seule l'Otan leur paraît fiable. «C'est la seule organisation de sécurité qui fonctionne à ce jour», résume un diplomate de la région. «Comment la France a-t-elle pu s'opposer la semaine dernière à la demande d'aide pour la Turquie, alors que la solidarité devrait être totale entre les membres de l'Alliance?», ajoute-t-il, pointant un nouveau grief à l'encontre de Paris, qui aurait ainsi mis en cause la crédibilité de l'Otan. **Offensés.** Face aux incompréhensions accumulées, on ne peut que s'étonner de la rudesse du ton présidentiel, guère engageant pour des débats sérieux. Si le but était d'ouvrir la discussion sur la future Europe et sur le rôle des liens transatlantiques, le résultat risque d'être l'inverse. Les uns, offensés, se crispent sur leur atlantisme; en face Paris s'entête, persuadé d'avoir raison contre Washington dans l'affaire irakienne mais aussi d'avoir été trahi par des aspirants à l'Union qui, en réalité, n'ont d'yeux que pour les Etats-Unis. ●

VERONIQUE SOULÉ

### EDITORIAL

par PATRICK SABATIER

## Arrogance

Qui a «perdu une bonne occasion de se taire»?

Réponse: Jacques

Chirac, qui a morigéné lundi soir les gouvernements des pays sur le point d'adhérer à l'Union européenne pour leur alignement instinctif sur le bellicisme de George W. Bush. En leur reprochant publiquement leurs prises de position, Chirac a commis la même erreur que les dirigeants américains s'en prenant à la «vieille Europe» et sommant leurs partenaires d'être «avec [eux] ou contre [eux]» pour attaquer l'Irak. L'arrogance n'est jamais de bonne politique. Le pire est qu'il ne semble pas s'agir d'un dérapage verbal, puisque Michèle Alliot-Marie s'est muée en Jeanne d'Arc, menaçant de buter les proaméricains hors du territoire sacré de l'Union à coups de non-ratification des traités d'adhésion, et que Villepin avait ouvert le feu en parlant de «maladresse»...

Certes, les Européens de l'Est ont tort. Un atlantisme inconditionnel ne peut servir de politique étrangère à l'UE, et il est dangereux de s'en remettre aveuglément au bon vouloir de Washington en matière de défense. Héritage d'une histoire tragique qui ne les incite guère à faire confiance à leurs voisins européens, le

proaméricanisme des futurs membres de l'Union est lourd de problèmes pour la définition d'une politique européenne autonome. Mais ce n'est ni en les humiliant ni en les menaçant de représailles qu'on évitera que Polonais, Tchèques, Baltes et autres jouent les chevaux de Troie des Etats-Unis pour affaiblir l'Europe.

Il est aussi vain de se dresser sur ses ergots pour opposer une prétendue «Europe atlantiste» à une supposée «Europe européenne». L'UE a bien vocation à devenir à terme une

puissance, contre poids politique à l'hyperpuissance américaine. Mais elle ne saurait le faire en se posant en adversaire des Etats-Unis. Si Bush fait preuve de myopie en croyant pouvoir ignorer la «vieille Europe», Chirac agit de même en pensant pouvoir dicter sa ligne à «l'autre Europe».

La sagesse demande de laisser aux nouveaux Européens le temps de surmonter les traumatismes de l'histoire et de découvrir par eux-mêmes qu'ils ont plus à gagner à la solidarité européenne qu'à une alliance fondée sur les seuls intérêts nationaux des Etats-Unis.